



Accès à l'information : Ce qui fonctionne dans les pays MENA et de l'OCDE

Session spéciale du groupe de travail sur le
service public et l'intégrité

20 mars 2019 - 16.30 – 18.00

Lieu: Centre de Conférence de l'OCDE, CC16



Aperçu et objectifs de la session spéciale : « Accès à l'information : Ce qui fonctionne dans les pays MENA et de l'OCDE »

L'accès à l'information est le droit des citoyens à être informés. Le renforcement de la transparence et de la capacité des citoyens à solliciter et à obtenir les informations publiques est un outil important dans la lutte contre la corruption. Cela permet aux citoyens et à la société civile d'acquérir l'information nécessaire pour pouvoir jouer leur rôle de garde-fou du bon fonctionnement des institutions publiques et participer plus efficacement à la vie publique. De plus, donner aux citoyens la possibilité d'examiner et de suivre les décisions publiques permet de favoriser une culture de transparence et de responsabilité. Enfin, donner aux citoyens l'opportunité de connaître et de mieux comprendre les raisons sous-jacentes aux décisions publiques est indispensable pour renouveler leurs rapports avec les agents publics et regagner leur confiance dans les institutions publiques.

Les nouvelles technologies permettent de faciliter le droit à l'accès à l'information et la lutte contre la corruption. De par leur portée large, les nouvelles technologies peuvent aider les citoyens à identifier les irrégularités dans l'action publique et à diffuser l'information sur les abus d'autorités au sein du secteur public. Les outils numériques peuvent aussi faciliter la réutilisation des données obtenues grâce au droit d'accès à l'information afin de créer de nouveaux services faciles d'accès et d'utilisation pour les citoyens.

Avec la participation des représentants de gouvernements, d'institutions indépendantes et d'ONG des pays de l'OCDE et du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), cette session portera sur les lois d'accès à l'information et leur rôle dans le renforcement de la transparence et de l'intégrité.

Cette session verra également le lancement du rapport régional « Institutions garantissant l'accès à l'information dans les pays membres de l'OCDE et les pays de la région MENA », et s'appuiera sur le travail du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance ainsi que le dialogue du Comité de Gouvernance Publique de l'OCDE et ses organes subsidiaires dédiés au rôle du gouvernement ouvert. Elle se base sur les recommandations du Conseil de l'OCDE sur [l'intégrité publique](#) et sur [le gouvernement ouvert](#).

Programme

16:30 – 16:45 Ouverture

- **M. Marcos Bonturi**, Directeur de la Gouvernance Publique, OCDE
- **M. Kamel Morjane**, Ministre de la Fonction Publique, de la Modernisation de l'Administration et des Politiques Publiques, Tunisie
- **M. Rupert Schlegelmilch**, Ambassadeur, Représentant Permanent de l'UE auprès de l'OCDE et Co-président du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance

16:45 – 18:00 Accès à l'information et intégrité du service public dans les pays MENA et de l'OCDE : Discussion ouverte

Modérateur : **M. Phil Mason**, Royaume-Uni

Cette session permettra de partager les expériences et les bonnes pratiques, entre les pays membres de l'OCDE et de la région MENA, au sujet des politiques, programmes et outils digitaux pouvant aider à renforcer l'accès à l'information et la redevabilité de l'action publique.

Les participants sont invités à partager leurs expériences concernant les questions suivantes :

- *Comment les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux peuvent-ils contribuer à la mise en œuvre effective du cadre légal soutenant l'accès à l'information et au renforcement de l'intégrité au sein du secteur public ?*
- *Comment les outils digitaux peuvent-ils être utilisés afin de faciliter l'accès à l'information et soutenir la lutte contre et la prévention de la corruption ?*

18:00 Prochaines étapes

Cette conclusion soulignera les points clés de la session et apportera des orientations stratégiques pour le travail sur le service public et l'intégrité du Programme MENA-OCDE pour la gouvernance et son comité de pilotage.

- **M. Ahmed Laamoumri**, Secrétaire Général du Ministère de la réforme administrative et de la fonction publique, Maroc, co-président du groupe de travail sur le service public et l'intégrité
- **M. Julián Antonio Prior Cabanillas**, Direction Générale de la Gouvernance Publique, Ministère de la Politique Territoriale et de la Fonction Publique, Espagne, co-président du groupe de travail sur le service public et l'intégrité
- **Mme Miriam Allam**, Chef du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance, OCDE

L'OCDE

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) est un organisme international qui a pour but de promouvoir des politiques visant à améliorer le bien-être économique et social des personnes partout dans le monde. Il est composé de 35 pays membres, d'un secrétariat basé à Paris et d'un comité formé d'experts issus du gouvernement et autres, spécialisés dans chaque domaine d'intervention de l'organisation.

L'OCDE offre un forum dans lequel les gouvernements peuvent travailler de pair afin de partager leurs expériences et rechercher des solutions aux problèmes communs auxquels ils font face. Nous travaillons en collaboration avec les gouvernements pour comprendre les facteurs à l'origine des changements économiques, sociaux et environnementaux. Nous mesurons la productivité et les flux mondiaux de commerce et d'investissement.

www.oecd.org

Le Programme MENA-OCDE pour la gouvernance

Le programme MENA-OCDE pour la gouvernance est un partenariat stratégique entre les pays de la région MENA et de l'OCDE pour partager des connaissances et de l'expertise, en vue de diffuser les normes et les principes de bonne gouvernance qui soutiennent le processus de réforme en cours dans la région MENA.

Le programme renforce la collaboration avec les initiatives multilatérales les plus pertinentes actuellement en cours dans la région. Plus particulièrement, le programme soutient la mise en œuvre du partenariat de Deauville du G7 et aide les gouvernements à répondre aux critères d'admissibilité pour devenir membre du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert. Grâce à ces initiatives, le Programme agit comme un des principaux défenseurs de la gestion des réformes de la gouvernance publique en cours dans la région MENA.

Le programme fournit une structure durable pour le dialogue de la politique régionale ainsi que pour des projets pays spécifiques. Les projets reflètent l'engagement des gouvernements de la région MENA à mettre en œuvre des réformes de leur secteur public afin de libérer leur potentiel de développement social et économique dans le contexte des attentes grandissantes des citoyens en matière de services publics de qualité, d'inclusion dans l'élaboration des politiques publiques et de transparence.

<http://www.oecd.org/mena/governance/>



Le Groupe de travail MENA-OCDE sur le service public et l'intégrité (GTI)

Le Groupe de Travail sur le service public et l'intégrité (GTI) rassemble des praticiens des politiques publiques des pays MENA et OCDE afin de promouvoir l'intégrité et de prévenir la corruption. C'est l'un des principaux réseaux de promotion du dialogue régional et d'échange des bonnes pratiques dans le domaine de la réforme du service public, en vue du renforcement de l'intégrité et de la lutte contre la corruption. Le Groupe de travail coopère avec l'ACINET (Réseau Arabe de lutte contre la corruption et pour l'intégrité).

S'appuyant sur plus de 10 ans d'expérience, et en accord avec les Objectifs pour le Développement Durable, le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance a reçu pour mandat (2016-2020) la mission d'utiliser le pouvoir des réseaux régionaux pour fournir un soutien dans la mise en œuvre dans le domaine de l'intégrité et de la lutte contre la corruption. <http://www.oecd.org/mena/governance/mena-oecd-working-group-on-civil-service-and-integrity.htm>

Le projet OCDE pour le Gouvernement Ouvert et l'accès à l'information

L'OCDE soutient les pays membres de l'OGP et ceux qui veulent en être membre à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques de gouvernement ouvert. Elle fournit aux pays ses analyses en matière de gouvernement ouvert et contribue au recueil des données pour favoriser des recommandations fondées sur les faits. Des examens de gouvernement ouvert ainsi que des groupes de travail régionaux contribuent à l'élaboration de cadres détaillés de réforme du secteur public inspirés par les principes de gouvernement ouvert.

Dans le cadre d'un projet régional, l'OCDE soutient le Liban, le Maroc et la Tunisie dans la mise en œuvre de leurs lois d'accès à l'information et dans le renforcement d'une culture de transparence dans le secteur public.

<http://www.oecd.org/mena/governance/open-government/>

CONTACT

Amira TLILI | amira.TLILI@oecd.org

Felicitas NEUHAUS | felicitas.NEUHAUS@oecd.org

Suivez-nous sur Twitter

@OECDgov

#MENAOCED #integrityweek #OECDORG